

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

Parodie de Justice , simulacre de procès

ASSOCIATION DE SOUTIEN A L'ARTSAKH



Représentation de la République d'Artsakh



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le début des « procès » à Bakou : une parodie de justice dans un contexte d'effacement

Paris, jeudi 16 janvier 2025 - Dans le prolongement du déplacement forcé de la totalité des Arméniens de la République d'Artsakh, les autorités azerbaïdjanaises ont annoncé l'ouverture des « procès » contre 17 otages arméniens, dont huit dirigeants politiques et militaires de l'Artsakh, prévue à partir du 17 janvier à Bakou.

Le 19 septembre 2023, l'Azerbaïdjan a mené une offensive brutale en Artsakh, après avoir imposé un blocus de 10 mois visant à affamer et épuiser la population arménienne locale. Cette offensive militaire éclair a entraîné le déplacement forcé de plus de 120 000 Arméniens de la République d'Artsakh, en l'espace de quelques jours. Par ailleurs, huit anciens dirigeants de la République d'Artsakh ont été fait prisonniers et sont toujours détenus dans les prisons de Bakou.

Il s'agit des Présidents **Arkadi Ghukasyan**, **Bako Sahakyan**, **Arayik Harutyunyan**, du ministre d'État **Ruben Vardanyan**, du Président du Parlement **Davit Ishkhanyan**, du commandant de l'armée de défense **Levon Mnatsakanyan**, du commandant adjoint de l'armée de défense **Davit Manukyan** et du ministre des Affaires étrangères **Davit Babayan**. Ces citoyens arméniens de la République d'Artsakh, sont injustement poursuivis sous l'accusation fallacieuse d'apologie du terrorisme, leur seul "crime" étant leur identité arménienne.

Le début des procès des 17 otages arméniens, dont les anciens dirigeant de la République d'Artsakh, mentionnés ci-dessus, débutera vendredi selon nos informations. Compte tenu du caractère autocratique et raciste du régime d'Ilham Aliiev, l'issue de ces « procès » ne fait hélas aucun doute.

« Nous appelons solennellement les médias français à assurer une couverture attentive des procès des 17 otages arméniens jugés à Bakou à partir de vendredi 17 janvier. Nous appelons également le gouvernement français, à exercer une pression ferme sur la République d'Azerbaïdjan. Il est impératif d'exiger, sous peine de sanctions, la libération immédiate et inconditionnelle des otages arméniens détenus illégalement. La passivité face à ces abus équivaudrait à une complicité silencieuse avec un régime qui défie ouvertement la France, mais aussi les valeurs universelles de justice et de dignité humaine. » Indiquent **Hovhannès Guévorkian**, Représentant de l'Artsakh en France, **Ara Toranian** et **Mourad Papazian**, Co-Présidents du CCAF.

Contact presse :
annabellejig@famaconseil.com



source : B.F.